

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **129 (1984)**

Heft 1

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348578>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

L'an 1983 s'est donc achevé sans que s'amorce un processus de démobilisation nucléaire. L'URSS a interrompu, sinon rompu, la négociation sur les euromissiles, mis en sommeil celle qui concerne les armements stratégiques, et délaissé subsidiairement, au moins pour un temps, la bonne vieille conférence de Vienne qui se propose de réduire les effectifs militaires en Europe centrale. Côté occidental, on s'est montré plus poliment déçu que sincèrement surpris. De part et d'autre, on en est sans doute à faire une nouvelle appréciation de situation, tenant compte de ce qui s'est passé, et de ce qui ne s'est pas passé, ces deux dernières années.

Les Soviétiques ont poursuivi sans désespérer la construction et l'implantation de leurs SS-20, consolidant ainsi leur avance dans le domaine des armes nucléaires de portée continentale. En revanche, leurs menaces, leurs pressions politiques, et la grande agitation déployée dans l'Europe libre et jusqu'aux Etats-Unis par un «pacifisme» ignorant ou complice, n'ont pas obtenu les résultats apparemment espérés: les premiers *Cruise Missiles* sont en Grande-Bretagne, les premiers éléments des *Pershing-2* ont débarqué en Allemagne. L'intention, affichée, de persévérer dans la mise en place des SS-20 et d'installer de meilleures armes nucléaires «de théâtre» en

Tchécoslovaquie et en République «démocratique» allemande n'a pas impressionné l'OTAN. Pour la bonne raison que tout cela était prévisible et prévu. Le programme des euromissiles russes exprime la volonté de disposer, pour une première, voire pour une seconde frappe, de la supériorité sur les moyens de la riposte occidentale; la panoplie des armes de portée inférieure est, en tout état de cause, en cours de déploiement: il s'agit en fait de remplacer, pour de plus grandes portées et une meilleure précision, les armements nucléaires tactiques et opératifs dont sont dotées, d'une part, les forces soviétiques en Europe centrale, d'autre part, les armées satellites de première ligne. Quant à la menace directe sur le territoire américain, elle est d'ores et déjà concrétisée par les sous-marins soviétiques lanceurs d'engins et les bombardiers à long rayon d'action basés en Extrême-Orient. Le Kremlin peut y ajouter des SS-20 poussés à la pointe de la Sibérie, au risque de voir les Etats-Unis armer de même l'Alaska et les Aléoutiennes. Mais il sait désormais que l'intimidation n'a pas de prise sur le président Reagan, et que les alliés européens de l'OTAN sont, en dépit d'une énorme intoxication, plus déterminés qu'on aurait pu le penser.

Dès lors l'URSS peut choisir de poursuivre une coûteuse course aux

armements, et elle y paraît pour l'instant disposée, ou de reprendre, celle-ci n'excluant pas nécessairement celle-là, une conversation difficile, soit pour se résigner à un rééquilibrage raisonnable des forces, soit avec l'espoir que, à l'usure, les Occidentaux abandonneront un jour la position de fermeté sur laquelle ils ont tenu bon en 1983. Ce choix dépendra largement de la persévérance dont on fera preuve à l'Ouest. Si, en deçà du Rideau de fer, on s'imaginait que tout est dit parce que l'on a résisté au chantage aux SS-20, on se tromperait gravement. La défense du monde libre suppose l'endurance, avec la mémoire des périls écartés. On ne contestera pas aux Soviétiques le droit de s'inspirer de ces nécessités; mais on affirmera aussi que l'autre camp a le devoir de les reconnaître. Ce qui veut dire, pratiquement, que l'Occident ne peut relever le défi soviétique que par le perfectionnement soutenu de ses moyens de résistance — armes, effectifs, instruction, degré de préparation, volonté de vivre.

* *
*

En attendant que s'établisse l'équilibre stratégique souhaitable et, mieux encore, qu'il descende à un niveau d'effort moins lourd pour tous les peuples, il faut s'accommoder d'un état de fait où l'affrontement indirect des grandes puissances se greffe sur la plupart des conflits régionaux et limi-

tés du moment. Seule fait encore exception la guerre irano-irakienne, qui se poursuit en actions ponctuelles meurtrières et sans résultats décisifs, mais qui n'est pas encore devenue la véritable bataille pour les pétroles du Golfe et pour leur exportation, bataille dont les Grands devraient alors se mêler: l'Ouest parce qu'une part appréciable de ses ressources énergétiques serait en jeu, et l'Est parce que sa stratégie le pousserait de manière irrésistible à prendre hypothèque sur ces ressources. Le bon côté de cette absurde et sanglante histoire, c'est que chacun des belligérants en fait encore une affaire nationale, ce qui limite les dégâts. Constatation qui reste valable même si l'on voit bien que, à long terme, la révolution islamique de Khomeiny ambitionne toujours de s'étendre bien au-delà de l'Euphrate, par-dessus les cadavres de Saddam Hussein et de ses soldats.

On va revenir au Proche-Orient. Mais il convient d'évoquer d'abord l'épisode de la Grenade, dans son contexte caraïbe, parce qu'il illustre assez bien les conditions et les limites dans lesquelles les grandes puissances peuvent, ou ne peuvent pas, s'emparer d'un conflit marginal.

* *
*

Petite tache rouge sur la carte des Antilles, susceptible d'en être, en cas d'urgence, effacée d'un coup par le feu aéronaval américain, la Grenade

n'avait pas, en octobre dernier, une importance militaire majeure. Mais, dévouée à ses alliés et occupants cubains, à ses conseillers russes, elle pouvait devenir un relais aérien pour le corps castriste engagé en Angola comme pour les Libyens armant le régime marxiste du Nicaragua; elle pouvait aussi servir de point d'appui à qui voudrait menacer un jour les champs de pétrole du Venezuela dont on n'oublie pas qu'il est, avec le Mexique à l'autre bout de l'Amérique centrale, le gros détenteur d'or noir du Nouveau-Monde; elle pouvait enfin et surtout être le détonateur d'une révolution qui, gagnant de proche en proche les faibles Etats antillais, aurait rejoint celle de Fidel Castro. On aurait vu alors la mer des Antilles, c'est-à-dire la voie maritime orientale entre le nord et le sud du continent, et les approches du canal de Panama, dominées ou au moins disputées par les Russo-Cubains implantés dans une chaîne insulaire à l'est, dans le Nicaragua à l'ouest.

Cela touchait aux intérêts stratégiques les plus évidents des Etats-Unis dans une région qui est pour eux, depuis un siècle, le pas de leur porte. Washington a donc agi. Le plus instructif de l'affaire, ce fut, après le baroud d'honneur des «maçons» cubains de Point-Saline, l'absence de réaction de Castro et des Soviétiques. Leur a-t-il suffi, comme lors de la crise dite des fusées de Cuba en 1962, d'apprendre jusqu'où ils pouvaient aller trop loin? En tout cas, ils n'ont

pas voulu prendre le risque d'un conflit direct dont les données géographiques et militaires leur étaient manifestement défavorables. Dans l'attente, sûrement, de jours meilleurs pour eux, car, en matière de confrontation stratégique, rien n'est jamais définitivement acquis ou perdu, et les moyens de la relance sont divers.

* *
*

Les choses, au Proche-Orient, n'ont pas cette simplicité relative, du moins pour les Américains. Car, pour les Soviétiques, il n'y a pas trente-six attitudes possibles. Damas est le point fort d'un pentagone stratégique dont les autres sommets sont Kaboul, Aden, Addis-Abeba et Tripoli de Libye. Il va donc de soi que Moscou fait tout ce qu'il peut pour consolider, armer, stimuler la Syrie, jusqu'à la soutenir dans ses ambitions territoriales — «Syrie et Liban sont une seule et même nation», prétend le président Assad — et jusqu'à lui sacrifier la fraction arafatienne de l'OLP, devenue inefficace. Alors que Washington, cherchant toujours à concilier son amitié grondeuse pour Israël et la convergence de ses intérêts économiques et militaires avec ceux des Etats arabes sans attaches soviétiques, s'efforce en outre, comme les autres participants à la Force multinationale d'interposition, de favoriser la renaissance de la République libanaise.

A partir d'une mission à courte vue

— éviter les accrochages entre des frères ennemis supposés enclins à la réconciliation —, cette force a été jetée par les provocations des adversaires « progressistes », chiites et iraniens du président Gemayel, couverts par les Syriens, dans la réalité d'une guerre à plusieurs niveaux et à plusieurs camps, où se rejoignent les méthodes de l'attentat terroriste, du coup de main de corps francs, et du duel d'artillerie. Le carnage du 23 octobre à Beyrouth a amené Français et Américains à réviser et à activer leurs dispositifs d'autoprotection, et à recourir aux mêmes procédés de riposte que les Israéliens. Avec toutefois une moindre liberté de manœuvre, car les deux « invités » occidentaux se retiennent de s'engager en alliés militaires de l'Etat libanais qu'ils appuient politiquement, et ils veulent moins encore se mettre en conflit direct avec une Syrie derrière laquelle l'URSS se profile. C'est de l'acrobatie. Car si la France et les Etats-Unis se sont volontairement abstenus de doter leurs escadres en eaux libanaises des moyens d'un débarquement en force, ce qui est rassurant pour Damas, il n'en reste pas moins que, dans l'appui que leurs canons et leurs avions donnent aux contingents d'interposition, ces escadres peuvent difficilement éviter l'affrontement avec les missiles sol-air syriens qui protègent de près ou de loin

les bases et les mouvements des combattants antigouvernementaux du Chouf et de la Bekaa. Les Américains, en particulier, en ont fait l'expérience au début de décembre, constatant du même coup que si les obus de 406 de leur *New Jersey* sont sans concurrence, les subsoniques de leur aviation embarquée sont désuets et insuffisamment couverts contre les *SAM-5* et les *SAM-8*.

* *
*

Début 1984, il faut encore mettre le doigt sur un nouvel affaiblissement du flanc sud de l'OTAN, avec une Athènes de plus en plus tentée par le neutralisme et une relance du litige gréco-turc à propos de Chypre; le remettre aussi sur une « normalisation » polonaise qui jugule la nation sans parvenir à en tuer l'âme, et saluer enfin le quatrième anniversaire d'une résistance afghane qui garde sous la masse du feu soviétique toute sa vitalité et toute son invention. Il serait hasardeux d'établir une équivalence entre les déboires occidentaux et les déconvenues soviétiques. Bornons-nous à constater leur effet de freinage, sans doute plus réel que celui des négociations avortées.

J.-J. C.